



**Comité interministériel pour la coopération au développement (CID)
Procès-verbal de la réunion du 8 février 2013**

Base légale :

- Loi du 9 mai 2012 modifiant la loi modifiée du 6 janvier 1996 sur la coopération au développement et l'action humanitaire
- Règlement grand-ducal du 7 août 2012 fixant la composition et le fonctionnement du Comité interministériel pour la coopération au développement

Liste de présence :

SCHOMMER Martine	Président, Direction de la Coopération, MAE	<input checked="" type="checkbox"/>
BACKES Yuriko	État	Excusée
BERG François	Direction de la Coopération, MAE	<input checked="" type="checkbox"/>
BRITZ Joseph	Éducation Nationale	Excusé
DELVAUX Léon	Direction de la Coopération, MAE	<input checked="" type="checkbox"/>
ENGELDINGER Roland	MAE, Direction 2	<input checked="" type="checkbox"/>
FABER Léon	MAE, Direction 2	Excusé
FRANCK Pierre	Économie et Commerce extérieur	Excusé
GEHL Georges	Développement durable et Infrastructures	Excusé
GENGLER Bob	Fonction publique	Excusé
GOERENS Pierre	Service des Médias et des Communications	Excusé
JACOBY Arsène	Finances	<input checked="" type="checkbox"/>
KASS Ralph	Égalité des Chances (suppl.)	Excusé
NEYENS Michel	Famille	<input checked="" type="checkbox"/>
OLINGER Jean	Inspection générale des Finances	<input checked="" type="checkbox"/>
PESCH Elisabeth	Direction de l'Immigration (suppl.)	Excusé
PROMMENSCHENKEL Sylvie	Direction de l'Immigration	<input checked="" type="checkbox"/>
SCHLIM Romain	Administration du personnel de l'État (suppl.)	Excusé
SCHROEDER Isabelle	Égalité des Chances	Excusée
SCHWEICH Claude	Agriculture	<input checked="" type="checkbox"/>
THILL Jacques	État (suppl.)	<input checked="" type="checkbox"/>
WAGENER Raymond	Inspection générale de la Santé	Excusé
WAGENER Yolande	Santé	Excusée
WEYRICH Marc	Logement	<input checked="" type="checkbox"/>
ZECHES Barbara	Culture	<input checked="" type="checkbox"/>

En guise d'introduction, la Présidente salue la bienvenue au Professeur Paul Engel, Brecht Lein et Florian Krätke, les représentants de l'institut de recherche ECPDM (European Center for Policy Development Management) qui feront leur présentation sous le point 2 de l'ordre du jour relatif à la cohérence des politiques.

Pour ce qui est de la participation de M. Charles Goerens, le deuxième invité de cette réunion, la Présidente explique que le rapporteur actuel au Parlement européen pour la cohérence des politiques a malheureusement dû annuler sa participation. M. Goerens participera probablement à une des prochaines sessions du CID.

1) Approbation de l'ordre du jour :

L'ordre du jour proposé est accepté par les membres du CID.

2) cohérence des politiques pour le développement

cf. Présentation d'ECPDM relative au sujet de la cohérence des politiques (en annexe)

Lors du débat qui a suivi la présentation, le Ministère des Affaires étrangères demande si le sujet relatif à la cohérence des politiques a déjà été soulevé au sein des Nations Unies notamment dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Selon M. Engel le sujet est bel est bien évoqué au sein des Nations Unies mais en raison notamment de l'opposition importante de la part de la Chine et de différents pays en voie de développement, ledit sujet ne fait toutefois pas partie des thèmes les plus importants figurant en haut de l'ordre du jour. Pour l'instant la cohérence des politiques ne fait pas partie des 10 OMD mais M. Engel est confiant que le sujet sera évoqué car la plupart des OMD (durabilité environnementale, protection sociale pour le développement inclusif,...) nécessitent non seulement une cohérence entre les pays, mais également une cohérence interministérielle.

S'agissant de l'Union européenne, M. Engel explique que la cohérence des politiques fait partie des recommandations, sur ce la Présidente s'étonne que le sujet ne figure pas encore dans la version préliminaire de la position conjointe post-2015. La Présidente rajoute qu'en vue de l'actualisation et l'adaptation des OMD après 2015, l'ONG luxembourgeoise Caritas vient d'envoyer un document au Ministère demandant l'intégration de la cohérence des politiques dans la liste des nouveaux objectifs de développement.

Le Ministère du Logement pour sa part se demande s'il s'avère utile de se concentrer uniquement sur cinq domaines prioritaires en matière de cohérence des politiques, tels qu'établis par la Commission en 2009 (commerce et finances, changement climatique, sécurité alimentaire, migration et sécurité), alors qu'en mai 2005, l'Union européenne avait initialement fixé 12 domaines prioritaires. M. Engel explique que la Commission européenne a réduit la liste de 12 à 5 domaines prioritaires dans le but d'avancer, car plus le nombre de priorités est important, plus leur traitement est lourd. L'OCDE recommande d'ailleurs aussi de se concentrer sur un nombre restreint de domaines prioritaires que sur toute une liste et d'élaborer un plan d'action que pour ces quelques domaines.

La Présidente remercie les trois représentants de l'institut pour leur présentation et rappelle aux délégués qu'au cours de l'après-midi une formation en matière de cohérence des politiques est offerte aux fonctionnaires de différents ministères (dans le cadre INAP).

3) Questionnaire sur le commerce équitable (questionnaire fairtrade)

La Présidente rappelle que suite aux dernières réponses des différents ministères, qui sont parvenues à la Direction de la Coopération, la note et le tableau ont été mis à jour et distribués aux délégués. Sur la base de la note actualisée et des réponses reçues, et sauf avis contraire notamment pour ce qui est d'éventuelles corrections, une brève note de couverture pour Mme la Ministre Jacobs sera préparée afin d'informer ses homologues du Conseil de gouvernement du travail accompli.

Les membres du CID seront tenus au courant de la date et de l'heure exactes lorsque le sujet figurera à l'ordre du jour du prochain Conseil.

Divers

La Présidente annonce qu'en vue de la prochaine réunion du CID, les délégués recevront un projet de rapport résumant les différentes réunions du CID sous le nouveau régime. D'après la nouvelle loi sur la Coopération, le CID doit préparer un rapport qui fera partie des activités de la Coopération luxembourgeoise et publié ensuite dans le rapport annuel 2012.

La publication du rapport d'activité 2012 est prévue au cours du mois de juin 2013 et le Comité interministériel disposera d'ici-là du temps nécessaire pour compléter ou de modifier ledit projet de rapport.

Pour mémoire, la prochaine réunion du CID se tiendra le Vendredi, 12 avril 2013 à 10h00
--

Document(s) distribué(s) :

Par le MAE :

- Copie DIN3 du tableau comprenant toutes les réponses reçues par les différents ministères, administrations et établissements publics

ANNEXE :

ECDPM works to improve relations between Europe and its partners in Africa, the Caribbean and the Pacific L'ECDPM œuvre à l'amélioration des relations entre l'Europe et ses partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique



Policy Coherence for Development

Concept, policy and practice

Brecht Lein
Florian Krätke
Prof. dr. ir. Paul Engel

Luxembourg, 8 February 2013

Contents

- I. Concept and rationale of PCD
- II. Progress and recent developments on PCD at the EU level
- III. PCD in practice in selected EU Member States
- IV. Making progress with PCD
- V. Q & A and informal discussion

I

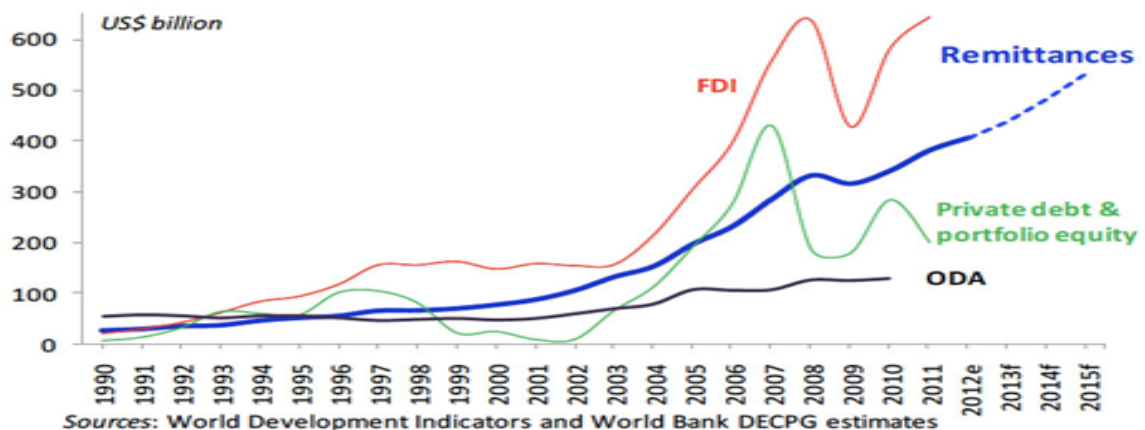
Concept and rationale of PCD

The concept of PCD

Why do we need to promote and ensure PCD? The rationale is provided by:

- Globalisation and liberalisation: the end of domestic policies;
- Economic costs of incoherent policies;
- A means to enhance development effectiveness.

Remittances and other resource flows to developing countries



Prevalent definitions: PCD = ...

EU

"The EU seeks to minimise contradictions and to build synergies between policies other than development cooperation that have an impact on developing countries, for the benefit of overseas development"

OECD

"The pursuit of development objectives through the systematic promotion of mutually reinforcing policy actions on the part of both OECD and development countries".

Two-fold implication: "do no harm" and beyond:

1. Make sure all policies are development-friendly
2. Ensure the proactive promotion of development objectives in other policies: exploit synergies > win-win

PCD in action: key components

Three essential operational '**building blocks**' are key for establishing effective systems for PCD (ECDPM, OECD):

1. Policy statements of intent for promoting and implementing PCD; *its political*
2. Institutional and administrative mechanisms supporting policy coordination to realise PCD; *its systemic*
3. Knowledge-inputs and assessment capacity; *its knowledge intensive*

PCD requires a new political business-model

II

Progress and recent development on PCD at the EU level

PCD at the EU: Policy (1992-2012)

- Legal stance:
 - Treaty of Maastricht (1992): "*All EU policies should take into account the EU's development objectives*"
 - Treaty on the Functioning of the EU (2008), Art. 208.
 - Treaty on the EU (2010), Art. 21.
- Political commitment:
 - EU Consensus on Development (2005) > 12 priority areas
 - FA Council, May 2012: "*PCD is essential for the credibility of the EU as a global actor*"
- Policy:
 - Agenda for Change (2011): security and migration + "future MFF should reinforce PCD"
 - COM (2009): "Establishing the policy framework for a whole-of-the-Union approach > 5 priority areas (T&F, CC, FS, MG, SC.)"
 - PCD Work Programme (2010-2013)
- Bi-annual reporting of progress on PCD at EU and MS

PCD at the EU: organisation

- DEVCO A1.:
- PCD Inter-service group:
- Inter-service consultation:
- PCD Network:
- Stakeholder consultations
- Impact Assessment process
- EC: CODEV, COREPER, presidencies
- EP: Standing Rapporteur for PCD (<> CAP)

< > DAC Peer Review 2012:

"While appropriate institutional mechanisms (...) have been developed, these instruments are not yet used to their full potential"

Figure 2.1 The European Commission's progress in building policy coherence for development, 2007-2012

Building block	Situation in 2007	Progress made by 2012
A: Political commitment with clear policy statements	The EU Consensus on Development and Council Conclusions of May 2005 have given the EU an explicit commitment to policy coherence for development with 12 priority areas.	The Treaty of Lisbon that entered into force on 1 st December 2009 clearly states that the EU shall ensure consistency between the different areas of its external action and between these and its other policies. A work programme 2010-13 outlines how the EU will address five global challenges, setting concrete targets and indicators.
B: Policy co-ordination mechanisms that can resolve conflicts or inconsistencies between policies and maximise synergies	<p>A unit on policy coherence for development was established in DG DEV.</p> <p>The PCD rolling work programme served as common vision for Member States and the Community.</p>	<p>A well-structured approach is in place with PCD included in programming instruments and in ex-ante impact assessments. The PCD inter-service group is used to follow key issues identified through an annual work plan listing the EU policy initiatives and legislative proposals having a potential impact on developing countries.</p> <p>However, methodological aspects still need to be solved to strengthen the evidence base and make use of the full potential of these mechanisms. The profile and capacity of the unit in charge of policy coherence for development has diminished following the merge of two DGs, and incentives for staff are lacking.</p>
C: Monitoring, analysis and reporting systems	The Commission started producing in 2007 biennial progress report on PCD. This dimension was not included in standard reporting mechanisms.	PCD is now included in the various reporting mechanisms, including joint ACP-EU reports. They offer opportunities to focus on strategic issues for both the EU and partner countries, and to strengthen the evidence base in order to inform decision making.

Practice : the case of biofuels

- October 2012: COM proposal amending RED and FQD (DG Energy - DG CC):
 - Min. GHG emission savings threshold for new (post- July 2014) biofuel installations increased to 60%
 - < > grandfathering clause + overcapacity in EU biofuel sector.
 - RED 5% cap on conventional biofuels contributing to 10% target
 - < > Non-food agricultural crops need land too
 - < > Meaningless without parallel measures in the FQD
 - < > 6 MS have exceeded the 5% share; may influence their
 - Incentivising use of 2nd and 3rd generation biofuels
 - < > Risk of perverse effects (e.g. increased demand for oil)

ECDPM

Page 12

Contradiction

ILUC-factors = recognised as a problem for food security



ILUC emissions ignored in requirements for biofuels
(min. GHG saving)

Way forward: EC and EP

- **NGO's** set hope on to re-introduce ILUC factors in a binding way. (Integrate ILUC-emissions when calculating sustainability requirements).
- **Industry Groups** have been successful in watering down the proposal and will now try to loosen or get rid of 5% cap.

ECDPM

Page 13

Practice (ii): the case of tax policy

2010 EC Communication on Good Governance in Tax Matters (adopted) calls for the EU to support:

- Tax systems and administrations in developing countries
- Adoption and harmonisation of binding global standards on transparency and information exchange.

Key issues still facilitate tax crimes and illicit financial flows:

- **Tax evasion:** lack of transparency of financial flows and little use of exchange-of-information agreements;
- **Trade/transfer mispricing:** contested method for identifying and measuring mispricing;
- **Money laundering:** remaining tax loopholes and lack of criminalisation of money laundering.

ECDPM

Page 14

Practice (ii): the case of tax policy

Recent EC recommendations (2011-2012) propose that:

- MS adopt criteria to identify and sanction third countries who do not meet minimum standards of good governance;
- EU adopt measures to facilitate and promote the (automatic) international exchange of information;
- EC introduce country-by-country reporting (CBCR);
- EU to adopt common consolidated corporate tax base (CCCTB);
- Tax crimes are included as predicate offences for money laundering.

Not all recommendations are development-friendly, nor are all supported by the Member States.

III

PCD in practice in selected EU Member States

Policy statements

Policy statements linked to (the promotion of) PCD vary greatly in terms of:

- Scope;
- Legal basis;
- Specificity:
 - specific for PCD or wider goals
 - distinctive priorities (themes, sectors)
 - detailed provisions for implementation.
- Relation to multilateral commitments (EU, OECD).

Is there political leadership driving PCD?

Policy statements (contd.)

Significant variation in the nature of policy statements committing to PCD:

	Ireland (2006/2011)	Germany (2009, 2011)	Belgium (2012)
Scope:	Part-component of development policy	Complementarity of policy areas; aid effectiveness; aimed at national and EU level	PCD overarching objective of development cooperation; aid effectiveness
Legal basis:	Min. of Foreign Affairs (DFA) to implement	Min. for Development (BMZ) to implement	Min. for Development (DGD) to mainstream
Specificity:	<ul style="list-style-type: none"> Ambiguous definition of PCD; No clear guidelines for operationalisation 	<ul style="list-style-type: none"> Policy coherence in general Roadmap specifies policy goals; Inter-ministerial strategies operationalise 	Includes ex-ante policy screening (to be specified)

Institutional and administrative mechanisms

Mechanisms in place to promote and ensure PCD vary greatly in terms of:

- Degree of (in)formality;
- Competences;
- Specialisation.

Is PCD part of the normal day-to-day business of government?

Institutional and administrative mechanisms (contd.)

Ranging from 'PCD activism' to 'whole-of-government':



Monitoring, analysis and reporting

Mechanisms in place to monitor, analyse and report on the coherence of policies and their impact on developing countries can vary according to:

- Impact-orientation
- Source of information
 - Government
 - Non-state actors
 - Complaint mechanism
- Methodology of analysis
- Reporting lines

IV

Making progress with PCD

To kick-start the PCD cycle

- Increase capacity to assess the impact of policy incoherencies on developing countries
- Make monitoring of policies systematic and effective: input from NGO and delegations
- Establish a complaint mechanisms/ombudsman
- Gather evidence of positive changes in terms of development due to coherent policy-making
- Support capacity building on data collection and reporting in partner countries

To kick-start the PCD cycle

- Increase capacity to assess the impact of policy incoherencies on developing countries
- Make monitoring of policies systematic and effective: input from NGO and delegations
- Establish a complaint mechanisms/ombudsman
- Gather evidence of positive changes in terms of development due to coherent policy-making
- Support capacity building on data collection and reporting in partner countries

Making the policy-cycle development-proof

Move institutional and administrative mechanisms from a *clearing house* to a *systemic* approach:



Identifying "PCD-risks" in time requires PCD indicators that measure the total cost of incoherencies and compare options.

Develop appropriate and internationally agreed methods for measuring:

- 1) The added value of PCD;
- 2) Per-country progress on PCD.

Thank you

Brecht Lein (bl@ecdpm.org)
Florian Krätke (fk@ecdpm.org)
Paul Engel (pe@ecdpm.org)

www.ecdpm.org

www.slideshare.net/ecdpm



**HEAD OFFICE
SIÈGE CENTRAL**
Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht
The Netherlands Pays Bas
Tel +31 (0)43 350 29 00
Fax +31 (0)43 350 29 02

**BRUSSELS OFFICE
ANTENNE À BRUXELLES**
Rue Archimède 5
1000 Brussels Bruxelles
Belgium Belgique
Tel +32 (0)2 237 43 10
Fax +32 (0)2 237 43 19

info@ecdpm.org
www.ecdpm.org

ECDPM works to improve relations between Europe and its partners in Africa, the Caribbean and the Pacific. L'ECDPM oeuvre à l'amélioration des relations entre l'Europe et ses partenaires d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.